

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 427

[C — 2002/27118]

20 DECEMBRE 2001. — Décret portant règlement définitif du budget de la Région wallonne pour l'année 1981 (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Première partie : Services d'administration générale de la Région wallonne

CHAPITRE I^{er}. — *Engagements effectués en exécution du budget régional*

§ 1^{er}. Fixation des engagements à charge des crédits dissociés

Article 1^{er}. Les engagements de dépenses effectuées à charge des crédits dissociés d'engagement de l'année budgétaire 1981 s'élèvent, d'après le tableau A ci-annexé, colonne 6, à la somme de 6 306 152 722 BEF.

§ 2. Fixation des crédits dissociés d'engagement

Art. 2. Les crédits dissociés d'engagement affectés par le Conseil régional wallon pour les engagements de l'année budgétaire 1981 s'élèvent au total à 12 422 373 980 BEF, conformément au tableau A, colonne 5.

Ce montant comprend :

1. un montant de 6 452 000 000 BEF représentant les crédits d'engagement affectés par les décrets budgétaires et se décomposant comme suit :

a. budget primitif	6 452 000 000 BEF
b. ajustements de crédits : – augmentations	–
– diminutions	–

(tableau A, colonnes 1, 2 et 3);

2. un montant de 5 970 373 980 BEF de crédits d'engagement reportés de l'année budgétaire 1980 à l'année budgétaire 1981 en application des articles 17 et 18 de la loi sur la comptabilité de l'Etat du 28 juin 1963 (tableau A, colonne 4).

Art. 3. Le montant total des crédits d'engagement répartis pour l'année budgétaire 1981 est réduit conformément au tableau A, colonnes 8 et 9 :

a. d'un montant de 6 116 221 258 BEF, qui est reporté à l'année budgétaire 1982 en application des articles 17 et 18 de la loi sur la comptabilité de l'Etat du 28 juin 1963. Pour ces crédits reportés, la répartition est maintenue dans le budget de l'année 1981;

b. d'un montant de –, qui est annulé.

Art. 4. Par suite des dispositions reprises aux articles 2 et 3 ci-dessus, les crédits dissociés d'engagement définitifs de l'année budgétaire 1981 sont fixés à 12 422 373 980 BEF, somme égale aux engagements enregistrés à charge de l'année budgétaire (tableau A, colonnes 6 et 7).

CHAPITRE II. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget régional*

§ 1^{er}. Fixation des recettes

Art. 5. Les droits constatés en faveur de la Région wallonne, pour l'année budgétaire 1981, s'élèvent, d'après le tableau B ci-annexé, colonne 3, à la somme de 16 832 400 000 BEF.

Cette somme se répartit comme suit :

recettes courantes	6 535 400 000 BEF
recettes de capital	10 297 000 000 BEF
produits des emprunts	–

Art. 6. Les recettes enregistrées pour l'année budgétaire s'élèvent au total à 16 832 400 000 BEF, conformément au tableau B, colonne 4.

Ce montant se décompose comme suit :

recettes courantes	6 535 400 000 BEF
recettes de capital	10 297 000 000 BEF
produits d'emprunts	–

Art. 7. Les droits constatés à recouvrer à la clôture de l'année budgétaire s'élèvent à – francs (tableau B, colonnes 5, 6 et 7).

§ 2. Fixation des dépenses

Art. 8. Les ordonnancements imputés à charge de l'année budgétaire 1981 sont arrêtés comme suit (tableau C, colonnes 7, 8 et 9) :

A. pour les dépenses courantes :	
Crédits non dissociés	7 378 814 053 BEF
se décomposant comme suit :	
a. prestations d'années antérieures	191 236 323 BEF
b. prestations de l'année en cours	7 187 577 730 BEF
Crédits d'ordonnement	58 971 585 BEF
se décomposant comme suit :	
a. prestations d'années antérieures	6 282 116 BEF
b. prestations de l'année en cours	52 689 469 BEF
B. pour les dépenses de capital :	
Crédits non dissociés	7 052 009 900 BEF
se décomposant comme suit :	
a. prestations d'années antérieures	74 899 265 BEF
b. prestations de l'année en cours	6 977 110 635 BEF
Crédits d'ordonnement	4 887 084 228 BEF
se décomposant comme suit :	
a. prestations d'années antérieures	1 582 226 947 BEF
b. prestations de l'année en cours	3 304 857 281 BEF
Total des ordonnancements	19 376 879 766 BEF

Art. 9. Les paiements effectués, justifiés ou régularisés, à charge de l'année budgétaire 1981, se montent à la somme de :

A. pour les dépenses courantes :	6 963 670 608 BEF
Crédits non dissociés	6 904 699 023 BEF
Crédits d'ordonnement	58 971 585 BEF
B. pour les dépenses de capital :	11 408 585 195 BEF
Crédits non dissociés	6 523 744 250 BEF
Crédits d'ordonnement	4 884 840 945 BEF
Total (tableau C, colonne 10)	18 372 255 803 BEF

Art. 10. Les paiements imputés à charge du budget et dont la justification ou la régularisation est renvoyée à une année suivante, en application de l'article 32 de la loi sur la comptabilité de l'Etat du 28 juin 1963, se montent à la somme de :

A. pour les dépenses courantes :	474 115 030 BEF
Crédits non dissociés	474 115 030 BEF
Crédits d'ordonnement	-
B. pour les dépenses de capital :	530 508 933 BEF
Crédits non dissociés	528 265 650 BEF
Crédits d'ordonnement	2 243 283 BEF
Total (tableau C, colonne 11)	1 004 623 963 BEF

§ 3. Fixation des crédits de paiement

Art. 11. Les crédits de paiement ouverts au Conseil régional wallon et affectés par celui-ci s'élèvent à (tableau C, colonne 6) :

A. pour les dépenses courantes :	8 450 334 091 BEF
Crédits non dissociés	8 268 482 444 BEF
Crédits d'ordonnement	181 851 647 BEF
B. pour les dépenses de capital :	16 217 219 351 BEF
Crédits non dissociés	8 185 374 236 BEF
Crédits d'ordonnement	8 031 845 115 BEF
Total	4 667 553 442 BEF

Ces montants comprennent :

I. Les crédits de paiement affectés par les décrets budgétaires et se décomposant comme suit (tableau C, colonnes 2, 3 et 4) :

1. Budget primitif :

A. dépenses courantes :	6 542 000 000 BEF
Crédits non dissociés	6 482 000 000 BEF
Crédits d'ordonnement	60 000 000 BEF
B. dépenses de capital :	10 126 800 000 BEF
Crédits non dissociés	6 422 800 000 BEF
Crédits d'ordonnement	3 704 000 000 BEF
Total	16 668 800 000 BEF

2. Ajustements des crédits :

Augmentations (résultats positifs) :

A. dépenses courantes :	58 000 000 BEF
Crédits non dissociés	58 000 000 BEF
Crédits d'ordonnement	-
B. dépenses de capital :	201 000 000 BEF
Crédits non dissociés	50 000 000 BEF
Crédits d'ordonnement	151 000 000 BEF
Total	259 000 000 BEF

Diminutions :

A. dépenses courantes :	-
Crédits non dissociés	-
Crédits d'ordonnement	-
B. dépenses de capital :	-
Crédits non dissociés	-
Crédits d'ordonnement	-
Total	-

II. Les crédits de paiement reportés de l'année budgétaire 1980, en application des articles 17 et 18 de la loi sur la comptabilité de l'Etat du 28 juin 1963 et des dispositions spéciales, s'établissant comme suit (tableau C, colonne 5) :

A. dépenses courantes :	1 850 334 091 BEF
Crédits non dissociés	1 728 482 444 BEF
Crédits d'ordonnement	121 851 647 BEF
B. dépenses de capital :	5 889 419 351 BEF
Crédits non dissociés	1 712 574 236 BEF
Crédits d'ordonnement	4 176 845 115 BEF
Total	7 739 753 442 BEF

Art. 12. Le montant des crédits de paiement ouverts et répartis pour l'année budgétaire 1981 est réduit (tableau C, colonnes 13 et 14) :

1. des crédits de paiement non utilisés dont le report à l'année budgétaire 1982 a lieu en application des articles 17 et 18 de la loi sur la comptabilité de l'Etat du 28 juin 1963 et de dispositions spéciales :

A. opérations courantes :	1 019 793 002 BEF
Crédits non dissociés	896 912 940 BEF
Crédits d'ordonnement	122 880 062 BEF
B. opérations de capital :	4 566 125 223 BEF
Crédits non dissociés	1 133 364 336 BEF
Crédits d'ordonnement	3 432 760 887 BEF
Total	5 585 918 225 BEF

2. des crédits de paiement restés disponibles et qui sont annulés :

A. opérations courantes :	—
Crédits non dissociés	—
Crédits d'ordonnement	—
B. opérations de capital :	—
Crédits non dissociés	—
Crédits d'ordonnement	—
Total	—

La répartition des crédits reportés est maintenue dans le budget de 1982.

Art. 13. Des crédits complémentaires pour un montant de 295 244 549 BEF sont alloués pour couvrir les dépenses en plus ou au-delà des crédits de l'année budgétaire 1981 (tableau C, colonne 12).

Art. 14. Par suite des dispositions contenues dans les articles 11, 12 et 13 du présent décret, les crédits définitifs de l'année budgétaire 1981 sont fixés comme suit :

A. dépenses courantes :	7 437 785 638 BEF
Crédits non dissociés	7 378 814 053 BEF
Crédits d'ordonnement	58 971 585 BEF
B. dépenses de capital :	11 939 094 128 BEF
Crédits non dissociés	7 052 009 900 BEF
Crédits d'ordonnement	4 887 084 228 BEF
Total	19 376 879 766 BEF

Ces sommes sont égales aux opérations imputées à charge de l'année budgétaire d'après le tableau C, colonnes 7 et 15.

Art. 15. Le résultat général des recettes et des dépenses du budget de l'année budgétaire 1981, tel qu'il ressort des articles 6 et 14 ci-dessus est :

Recettes	16 832 400 000 BEF
Dépenses	19 376 879 766 BEF
Excédent de dépenses pour l'année 1981	2 544 479 766 BEF

L'excédent général des dépenses constaté au 1^{er} janvier 1981 pour un montant de 1 771 910 860 BEF est par conséquent augmenté de la somme de 2 544 479 766 BEF.

Il en résulte un excédent de dépenses constaté au 31 décembre 1981 de 4 316 390 626 BEF.

CHAPITRE III. — Recettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget pour l'année 1981

Art. 16. Les recettes de l'année budgétaire 1981, enregistrées à la section particulière du budget, s'élèvent à 12 277 767 619 BEF, conformément au tableau E ci-annexé, colonne 4.

Ce montant se décompose comme suit :

Recettes courantes	5 201 913 638 BEF
Recettes de capital	7 075 853 981 BEF

Art. 17. Les dépenses de l'année budgétaire 1981, imputées sur la section particulière du budget s'élèvent à 11 324 377 700 BEF (tableau E, colonne 5).

Ce montant se décompose comme suit :

Dépenses courantes	5 395 767 864 BEF
Dépenses de capital	5 928 609 836 BEF

Art. 18. Les paiements effectués, justifiés ou régularisés à charge de la section particulière du budget de l'année budgétaire 1981 se montent à la somme de 11 324 377 700 BEF (tableau E, colonne 5) :

pour les dépenses courantes	5 395 764 864 BEF
pour les dépenses de capital	5 928 609 836 BEF

Art. 19. Les paiements imputés à charge de la section particulière du budget et dont la justification ou la régularisation est renvoyée à une année suivante, en application de l'article 32 de la loi sur la comptabilité de l'Etat du 28 juin 1963, se montent à la somme de :

pour les dépenses courantes	-
pour les dépenses de capital	-
Total (tableau E, colonne 6)	-

Art. 20. Le résultat général des recettes et des dépenses de la section particulière du budget de l'année 1981, tel qu'il ressort des articles 16 et 17 ci-dessus est :

Recettes	12 277 767 619 BEF
Dépenses	11 324 377 700 BEF
Excédent de recettes pour l'année 1981	953 389 919 BEF

L'excédent général des dépenses constaté au 1^{er} janvier 1981 pour un montant de 332 445 661 BEF est par conséquent diminué de la somme de 953 389 919 BEF.

Il en résulte un excédent de recettes constaté au 31 décembre 1981 de 620 944 258 BEF.

Les soldes des articles de la section particulière (tableau E, colonne 8) sont transférés au compte de l'année budgétaire 1982.

CHAPITRE IV. — Résultats cumulés

Art. 21. Tous services réunis, budget et section particulière, les résultats cumulés du budget de 1981 se présentent comme suit (cf. articles 15 et 20 ci-dessus) :

Budget : excédent de dépenses	2 544 479 766 BEF
Section particulière : excédent de recettes	953 389 919 BEF
Total : excédent de dépenses	1 591 089 847 BEF

L'excédent général des dépenses (budget et section particulière) constaté au 1^{er} janvier 1981 pour un montant de 2 104 356 521 BEF est par conséquent augmenté de la somme de 1 591 089 847 BEF.

Il en résulte un excédent de dépenses constaté au 31 décembre 1981 de 3 695 446 368 BEF.

Deuxième partie : Opérations effectuées en exécution des budgets des Entreprises d'Etat du ressort de la Région wallonne

Entreprises d'Etat

COMPLEXE DU BARRAGE DE NISRAMONT

Service chargé de l'exploitation du complexe du barrage de Nisramont érigé en Entreprise d'Etat en vertu de la loi du 22 octobre 1970.

Le règlement définitif du budget du « Complexe du barrage de Nisramont » s'établit pour l'année budgétaire 1981 comme suit :

Art. 22.

A. Recettes :

Les recettes enregistrées dans le compte établi sous l'autorité du Ministre de la Région wallonne pour l'Eau et prévu dans le décret budgétaire (Titre V) s'élèvent à 16 185 356 BEF, ainsi qu'il ressort du tableau F/1 ci-annexé, colonne 4.

Ce montant se décompose comme suit :

- subventions de la Région	-
- recettes courantes pour biens et services :	16 185 356 BEF

Art. 23. B. Dépenses :

Les dépenses constatées dans ledit compte s'élèvent à 23 123 620 BEF.

Ce montant se décompose comme suit (tableau F/2, colonne 4) :

opérations courantes	22 398 805 BEF
opérations en capital	724 815 BEF

Les crédits de paiement définitifs pour l'année budgétaire 1981 s'établissent comme suit :

1. alloués par décrets budgétaires :	25 100 000 BEF
2. à allouer à titre de crédits complémentaires pour les dépenses excédant les crédits (tableau G) :	4 033 533 BEF
3. à annuler définitivement :	6 009 913 BEF

Ce qui porte le total des crédits définitifs, effectivement utilisés pour l'année budgétaire 1981 à 23 123 620 BEF. Cette somme est égale aux dépenses imputées (tableau F/2, colonne 4).

Art. 24. Le résultat définitif du budget de l'année 1981, tel qu'il ressort des articles 22 et 23 du présent décret, s'établit comme suit :

Recettes	16 185 356 BEF
Dépenses	23 123 620 BEF

L'année budgétaire 1981 se clôture donc par un excédent de dépenses de 6 938 264 BEF.

En tenant compte de l'excédent de recettes constaté à la clôture de l'année budgétaire 1980 (12 738 515 BEF), les résultats des années budgétaires cumulées au 31 décembre 1981 présentent un excédent de recettes de 5 800 251 BEF.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 décembre 2001.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

Notes

(1) *Session 2001-2002.*

Documents du Conseil 195 (2000-2001) n^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 20 décembre 2001.

Discussion. — Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2002 — 427

[C — 2002/27118]

20. DEZEMBER 2001 — Dekret zur endgültigen Abrechnung des Haushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1981 (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Teil 1: Dienststellen der allgemeinen Verwaltung der Wallonischen Regierung

KAPITEL I — Zur Ausführung des regionalen Haushaltsplanes eingegangene Verpflichtungen

§ 1. Festlegung der Verpflichtungen zu Lasten der aufgegliederten Mittel

Artikel 1 - Die Ausgabenverpflichtungen zu Lasten der aufgegliederten Verpflichtungsermächtigungen des Haushaltsjahres 1981 belaufen sich, gemäß der beiliegenden Tabelle A, Spalte 6, auf 6 306 152 722 BEF.

§ 2. Festlegung der aufgegliederten Verpflichtungsermächtigungen

Art. 2 - Die aufgegliederten Verpflichtungsermächtigungen, die vom Wallonischen Regionalrat für die Verpflichtungen des Haushaltsjahres 1981 festgelegt wurden, belaufen sich insgesamt, gemäß der Tabelle A, Spalte 5, auf 12 422 373 980 BEF.

Dieser Betrag enthält:

1. einen Betrag von 6 452 000 000 BEF, der den durch die Haushaltsdekrete bereitgestellten Verpflichtungsermächtigungen entspricht und wie folgt aufgeteilt wird:

a. ursprünglicher Haushaltsplan	6 452 000 000 BEF
b. Anpassungen der Haushaltsmittel: - Erhöhungen	-
- Verringerungen	-

(Tabelle A, Spalten 1, 2 und 3);

2. einen Betrag von 5 970 373 980 BEF, der den in Anwendung der Artikel 17 und 18 des Gesetzes vom 28. Juni 1963 über die Rechnungsführung des Staates vom Haushaltsjahr 1980 auf das Haushaltsjahr 1981 übertragenen Verpflichtungsermächtigungen entspricht (Tabelle A, Spalte 4).

Art. 3 - Der Gesamtbetrag der für das Haushaltsjahr 1981 verteilten Verpflichtungsermächtigungen wird entsprechend der Tabelle A, Spalten 8 und 9, um die folgenden Beträge verringert:

a. ein Betrag von 6 116 221 258 BEF, der in Anwendung der Artikel 17 und 18 des Gesetzes vom 28. Juni 1963 über die Rechnungsführung des Staates auf das Haushaltsjahr 1982 übertragen wird. Für diese übertragenen Haushaltsmittel wird die Verteilung im Haushaltsplan des Jahres 1981 beibehalten;

b. ein Betrag von -, der annulliert wird.

Art. 4 - Gemäß den Bestimmungen der obenstehenden Artikel 2 und 3 werden die endgültigen aufgegliederten Verpflichtungsermächtigungen des Haushaltsjahres 1981 auf 12 422 373 980 BEF festgesetzt; dieser Betrag entspricht den zu Lasten des Haushaltsjahres eingetragenen Verpflichtungen (Tabelle A, Spalten 6 und 7).

KAPITEL II — Zur Ausführung des regionalen Haushaltsplanes getätigte Einnahmen und Ausgaben

§ 1. Festlegung der Einnahmen

Art. 5 - Die festgestellten Ansprüche zugunsten der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1981 belaufen sich, gemäß der beiliegenden Tabelle B, Spalte 3, auf den Betrag von 16 832 400 000 BEF.

Dieser Betrag wird wie folgt aufgeteilt:

Laufende Einnahmen	6 535 400 000 BEF
Kapitaleinnahmen	10 297 000 000 BEF
Erträge der Anleihen	-

Art. 6 - Die für das Haushaltsjahr bezogenen Einnahmen belaufen sich insgesamt, gemäß der Tabelle B, Spalte 4, auf 16 832 400 000 BEF.

Dieser Betrag wird wie folgt aufgeteilt:

Laufende Einnahmen	6 535 400 000 BEF
Kapitaleinnahmen	10 297 000 000 BEF
Erträge von Anleihen	-

Art. 7 - Die festgestellten Ansprüche, die zum Abschluss des Haushaltsjahres einzunehmen sind, belaufen sich auf - BEF (Tabelle B, Spalten 5, 6 und 7).

§ 1. Festlegung der Ausgaben

Art. 8 - Die Ausgabenanweisungen zu Lasten des Haushaltsjahres 1981 werden wie folgt festgelegt (Tabelle C, Spalten 7, 8 und 9):

A. Für die laufenden Ausgaben:

Nicht aufgegliederte Mittel 7 378 814 053 BEF
wie folgt aufgeteilt:

a. Leistungen der vorherigen Jahre	191 236 323 BEF
b. Leistungen des laufenden Jahres	7 187 577 730 BEF
Ausgabeermächtigungen	58 971 585 BEF

wie folgt aufgeteilt:

a. Leistungen der vorherigen Jahre	6 282 116 BEF
b. Leistungen des laufenden Jahres	52 689 469 BEF

B. Für die Kapitalausgaben:

Nicht aufgegliederte Mittel 7 052 009 900 BEF
wie folgt aufgeteilt:

a. Leistungen der vorherigen Jahre	74 899 265 BEF
b. Leistungen des laufenden Jahres	6 977 110 635 BEF
Ausgabeermächtigungen	4 887 084 228 BEF

wie folgt aufgeteilt:

a. Leistungen der vorherigen Jahre	1 582 226 947 BEF
b. Leistungen des laufenden Jahres	3 304 857 281 BEF

Gesamtbetrag der Ausgabenanweisungen 19 376 879 766 BEF

Art. 9 - Die zu Lasten des Haushaltsjahres 1981 getätigten, nachgewiesenen oder berichtigten Zahlungen belaufen sich auf:

A. Für die laufenden Ausgaben:	6 963 670 608 BEF
Nicht aufgegliederte Mittel	6 904 699 023 BEF
Ausgabeermächtigungen	58 971 585 BEF

B. Für die Kapitalausgaben: 11 408 585 195 BEF

Nicht aufgegliederte Mittel 6 523 744 250 BEF

Ausgabeermächtigungen 4 884 840 945 BEF

Gesamtbetrag (Tabelle C, Spalte 10) 18 372 255 803 BEF

Art. 10 - Die zu Lasten des Haushaltsplanes getätigten Zahlungen, deren Nachweis oder Berichtigung in Anwendung von Artikel 32 des Gesetzes vom 28. Juni 1963 über die Rechnungsführung des Staates auf ein nachfolgendes Jahr verlegt wird, belaufen sich auf:

A. Für die laufenden Ausgaben:	474 115 030 BEF
Nicht aufgegliederte Mittel	474 115 030 BEF
Ausgabeermächtigungen	-

B. Für die Kapitalausgaben: 530 508 933 BEF

Nicht aufgegliederte Mittel 528 265 650 BEF

Ausgabeermächtigungen 2 243 283 BEF

Gesamtbetrag (Tabelle C, Spalte 11) 1 004 623 963 BEF

§ 3. Festlegung der Zahlungskredite

Art. 11 - Die Zahlungskredite, die vom Wallonischen Regionalrat bereitgestellt worden sind und deren Verwendungszweck der Rat festgelegt hat, betragen (Tabelle C, Spalte 6):

A. Für die laufenden Ausgaben:	8 450 334 091 BEF
Nicht aufgegliederte Mittel	8 268 482 444 BEF
Ausgabeermächtigungen	181 851 647 BEF
B. Für die Kapitalausgaben:	16 217 219 351 BEF
Nicht aufgegliederte Mittel	8 185 374 236 BEF
Ausgabeermächtigungen	8 031 845 115 BEF
Gesamtbetrag	4 667 553 442 BEF

Diese Beträge enthalten:

I. Die Zahlungskredite, deren Verwendungszweck in den Haushaltsdekreten festgelegt wird, und die wie folgt aufgeteilt werden (Tabelle C, Spalten 2, 3 und 4):

1. Ursprünglicher Haushaltsplan:

A. Laufende Ausgaben:	6 542 000 000 BEF
Nicht aufgegliederte Mittel	6 482 000 000 BEF
Ausgabeermächtigungen	60 000 000 BEF
B. Kapitalausgaben:	10 126 800 000 BEF
Nicht aufgegliederte Mittel	6 422 800 000 BEF
Ausgabeermächtigungen	3 704 000 000 BEF
Gesamtbetrag	16 668 800 000 BEF

2. Anpassungen der Mittel:

Erhöhungen (positive Ergebnisse):

A. Laufende Ausgaben:	58 000 000 BEF
Nicht aufgegliederte Mittel	58 000 000 BEF
Ausgabeermächtigungen	-
B. Kapitalausgaben:	201 000 000 BEF
Nicht aufgegliederte Mittel	50 000 000 BEF
Ausgabeermächtigungen	151 000 000 BEF
Gesamtbetrag	259 000 000 BEF

Verringerungen:

A. Laufende Ausgaben:	-
Nicht aufgegliederte Mittel	-
Ausgabeermächtigungen	-
B. Kapitalausgaben:	-
Nicht aufgegliederte Mittel	-
Ausgabeermächtigungen	-
Gesamtbetrag	-

II. Die in Anwendung der Artikel 17 und 18 des Gesetzes vom 28. Juni 1963 über die Rechnungsführung des Staates vom Haushaltsjahr 1980 übertragenen Zahlungskredite, die wie folgt aufgeteilt werden (Tabelle C, Spalte 5)

A. Laufende Ausgaben:	1 850 334 091 BEF
Nicht aufgegliederte Mittel	1 728 482 444 BEF
Ausgabeermächtigungen	121 851 647 BEF
B. Kapitalausgaben:	5 889 419 351 BEF
Nicht aufgegliederte Mittel	1 712 574 236 BEF
Ausgabeermächtigungen	4 176 845 115 BEF
Gesamtbetrag	7 739 753 442 BEF

Art. 12 - Der Betrag der für das Haushaltsjahr 1981 bereitgestellten und aufgeteilten Zahlungskredite wird wie folgt verringert (Tabelle C, Spalten 13 und 14):

1° in Höhe der nicht beanspruchten Zahlungskredite, die in Anwendung der Artikel 17 und 18 des Gesetzes vom 28. Juni 1963 über die Rechnungsführung des Staates und von Sonderbestimmungen auf das Haushaltsjahr 1982 übertragen wurden:

A. Laufende Geschäfte:	1 019 793 002 BEF
Nicht aufgegliederte Mittel	896 912 940 BEF
Ausgabeermächtigungen	122 880 062 BEF
B. Kapitalgeschäfte:	4 566 125 223 BEF
Nicht aufgegliederte Mittel	1 133 364 336 BEF
Ausgabeermächtigungen	3 432 760 887 BEF
Gesamtbetrag	5 585 918 225 BEF

2. in Höhe der verfügbar gebliebenen Zahlungskredite, die annulliert werden:

A. Laufende Geschäfte:	-
Nicht aufgegliederte Mittel	-
Ausgabeermächtigungen	-
B. Kapitalgeschäfte:	-
Nicht aufgegliederte Mittel	-
Ausgabeermächtigungen	-
Gesamtbetrag	-

Die Aufteilung der übertragenen Haushaltsmittel wird im Haushaltsplan 1982 beibehalten.

Art. 13 - Es werden zusätzliche Haushaltsmittel in Höhe von 295 244 549 BEF bewilligt zur Deckung der zusätzlichen Ausgaben oder der Ausgaben, die die Mittel des Haushaltsjahres 1981 überschreiten (Tabelle C, Spalte 12).

Art. 14 - Gemäß den Bestimmungen der Artikel 11, 12 und 13 des vorliegenden Dekrets werden die endgültigen Mittel des Haushaltsjahres 1981 wie folgt festgesetzt:

A. Laufende Ausgaben:	7 437 785 638 BEF
Nicht aufgegliederte Mittel	7 378 814 053 BEF
Ausgabeermächtigungen	58 971 585 BEF
B. Kapitalausgaben:	11 939 094 128 BEF
Nicht aufgegliederte Mittel	7 052 009 900 BEF
Ausgabeermächtigungen	4 887 084 228 BEF
Gesamtbetrag	19 376 879 766 BEF

Diese Beträge stimmen mit den zu Lasten des Haushaltsjahres getätigten Geschäften überein, entsprechend der Tabelle C, Spalten 7 und 15.

Art. 15 - Das Endergebnis der Einnahmen und der Ausgaben des Haushaltsplanes des Haushaltsjahres 1981, so wie es sich aus den Artikeln 6 und 14 ergibt, beläuft sich auf:

Einnahmen	16 832 400 000 BEF
Ausgaben	19 376 879 766 BEF
Mehrbetrag der Ausgaben für das Jahr 1981	2 544 479 766 BEF

Dem allgemeinen, am 1. Januar 1981 festgestellten Mehrbetrag der Ausgaben in Höhe von 1 771 910 860 BEF wird infolgedessen der Betrag von 2 544 479 766 BEF hinzugefügt.

Es ergibt sich ein am 31. Dezember 1981 festgestellter Mehrbetrag der Ausgaben in Höhe von 4 316 390 626 BEF.

KAPITEL III — *Einnahmen und Ausgaben zur Ausführung des Sonderabschnitts des Haushaltsplanes für das Jahr 1981*

Art. 16 - Die im Sonderabschnitt des Haushaltsplanes eingetragenen Einnahmen des Haushaltsjahres 1981 belaufen sich, entsprechend der beiliegenden Tabelle E, Spalte 4, auf 12 277 767 619 BEF.

Dieser Betrag wird wie folgt aufgeteilt:

Laufende Einnahmen	5 201 913 638 BEF
Kapitaleinnahmen	7 075 853 981 BEF

Art. 17 - Die Ausgaben des Haushaltsjahres 1981 zu Lasten des Sonderabschnitts des Haushaltsplanes belaufen sich auf 11 324 377 700 BEF (Tabelle E, Spalte 5).

Dieser Betrag wird wie folgt aufgeteilt:

Laufende Ausgaben	5 395 767 864 BEF
Kapitalausgaben	5 928 609 836 BEF

Art. 18 - Die zu Lasten des Sonderabschnitts des Haushaltsplanes des Haushaltsjahres 1981 getätigten, nachgewiesenen oder berichtigten Zahlungen belaufen sich auf den Betrag von 11 324 377 700 BEF (Tabelle E, Spalte 5):

für die laufenden Ausgaben:	5 395 764 864 BEF
für die Kapitalausgaben:	5 928 609 836 BEF

Art. 19 - Die zu Lasten des Sonderabschnitts des Haushaltsplanes getätigten Zahlungen, deren Nachweis oder Berichtigung in Anwendung von Artikel 32 des Gesetzes vom 28. Juni 1963 über die Rechnungsführung des Staates auf ein nachfolgendes Jahr verlegt wird, belaufen sich auf:

für die laufenden Ausgaben:	-
für die Kapitalausgaben:	-
Gesamtbetrag (Tabelle E, Spalte 6)	-

Art. 20 - Das Endergebnis der Einnahmen und der Ausgaben des Sonderabschnitts des Haushaltsplanes des Haushaltsjahres 1981, so wie es sich aus den Artikeln 16 und 17 ergibt, beläuft sich auf:

Einnahmen	12 277 767 619 BEF
Ausgaben	11 324 377 700 BEF
Mehrbetrag der Einnahmen für das Jahr 1981	953 389 919 BEF

Dem allgemeinen, am 1. Januar 1981 festgestellten Mehrbetrag der Ausgaben in Höhe von 332 445 661 BEF wird infolgedessen der Betrag von 953 389 919 BEF abgezogen.

Es ergibt sich ein am 31. Dezember 1981 festgestellter Mehrbetrag der Einnahmen in Höhe von 620 944 258 BEF.

Die Saldi der Artikel des Sonderabschnitts (Tabelle E, Spalte 8) werden auf die Rechnung des Haushaltsjahres 1982 übertragen

KAPITEL IV — *Kumulierte Haushaltsergebnisse*

Art. 21 - Insgesamt, Haushalt und Sonderabschnitt zusammengefügt, wurden die nachfolgenden kumulierten Ergebnisse des Haushaltsplanes 1981 erzielt (s. die vorstehenden Artikel 15 und 20):

Haushaltsplan: Mehrbetrag der Ausgaben	2 544 479 766 BEF
Sonderabschnitt: Mehrbetrag der Einnahmen	953 389 919 BEF
Gesamtbetrag: Mehrbetrag der Ausgaben	1 591 089 847 BEF

Dem allgemeinen, am 1. Januar 1981 festgestellten Mehrbetrag der Ausgaben (Haushalt und Sonderabschnitt) in Höhe von 2 104 356 521 BEF wird infolgedessen der Betrag von 1 591 089 847 BEF hinzugefügt.

Es ergibt sich ein am 31. Dezember 1981 festgestellter Mehrbetrag der Ausgaben in Höhe von 3 695 446 368 BEF.

Teil 2: Verrichtungen zur Ausführung der Haushaltspläne der Staatsunternehmen,
die der Zuständigkeit der Wallonischen Region unterliegen

Staatsunternehmen

STAUDAMMKOMPLEX NISRAMONT

Dienststelle, die mit dem Betrieb des Staudammkomplexes Nisramont beauftragt ist und aufgrund des Gesetzes vom 22. Oktober 1970 in ein Staatsunternehmen umgewandelt worden ist.

Die endgültige Abrechnung des Haushaltsplanes des Staudammkomplexes Nisramont wird für das Haushaltsjahr 1981 wie folgt erstellt:

Art. 22 - A. Einnahmen

Die in der unter der Aufsicht des für Wasser zuständigen Ministers der Wallonischen Region erstellten und im Haushaltsdekret (Titel V) vorgesehenen Rechnung gebuchten Einnahmen belaufen sich, wie sich aus der beiliegenden Tabelle F/1, Spalte 4 ergibt, auf 16 185 356 BEF.

Dieser Betrag wird wie folgt aufgeteilt:

- Zuschüsse der Region	-
- laufende Einnahmen für Güter und Dienstleistungen:	16 185 356 BEF

Art. 23 - B. Ausgaben:

Die in der besagten Rechnung festgestellten Ausgaben belaufen sich auf 23 123 620 BEF.

Dieser Betrag wird wie folgt aufgeteilt (Tabelle F/2, Spalte 4):

Laufende Geschäfte	22 398 805 BEF
Kapitalgeschäfte	724 815 BEF

Die endgültigen Zahlungskredite für das Haushaltsjahr 1981 setzen sich wie folgt zusammen:

1. Durch Haushaltsdekrete bewilligte Mittel:	25 100 000 BEF
2. als zusätzliche Mittel zu bewilligen für die Ausgaben, die die Mittel überschreiten (Tabelle G):	4 033 533 BEF
3. endgültig zu annullieren:	6 009 913 BEF

Der Gesamtbetrag der endgültigen, für das Haushaltsjahr 1981 tatsächlich beanspruchten Mittel beläuft sich also auf 23 123 620 BEF. Dieser Betrag entspricht den angerechneten Ausgaben (Tabelle F/2, Spalte 4)

Art. 24 - Das Endergebnis des Haushaltsplanes des Haushaltsjahres 1981, so wie es sich aus den Artikeln 22 und 23 des vorliegenden Dekrets ergibt, beläuft sich auf:

Einnahmen	16 185 356 BEF
Ausgaben	23 123 620 BEF

Das Haushaltsjahr 1981 wird also mit einem Mehrbetrag der Ausgaben von 6 938 264 BEF abgeschlossen.

Unter Berücksichtigung des am Abschluss des Haushaltsjahres 1980 (12 738 515 BEF) festgestellten Mehrbetrags der Einnahmen weisen die am 31. Dezember 1981 kumulierten Ergebnisse der Haushaltsjahre einen Mehrbetrag der Einnahmen von 5 800 251 BEF auf.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 20. Dezember 2001

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL
Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE
Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,
Frau M. ARENA

Notes

(1) *Sitzung 2001-2002*
Dokumente des Rates, 195 (2000-2001) Nr. 1 bis 2.
Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 20. Dezember 2001.
Diskussion - Abstimmung

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2002 — 427

[C — 2002/27118]

20 DECEMBER 2001. — Decreet houdende de eindregeling van de begroting van het Waalse Gewest voor het jaar 1981 (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Deel 1 : Diensten van algemeen bestuur van het Waalse Gewest

HOOFDSTUK I. — Vastleggingen gedaan in uitvoering van de gewestelijke begroting

§ 1. Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de gesplitste kredieten

Artikel 1. De vastleggingen van uitgaven ten laste van de gesplitste vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 1981 bedragen, overeenkomstig de bijgaande tabel A, kolom 6, de som van 6 306 152 722 BEF

§ 2. Vastlegging van de gesplitste vastleggingskredieten

Art. 2. De gesplitste vastleggingskredieten aangewend door de Waalse Gewestraad voor de vastleggingen van het begrotingsjaar 1981 bedragen in totaal 12 422 373 980 BEF, overeenkomstig tabel A, kolom 5.

Dit bedrag omvat :

1. een bedrag van 6 452 000 000 BEF dat met de bij de begrotingsdecreten aangewende vastleggingskredieten overeenstemt en dat als volgt samengesteld is :

a. oorspronkelijke begroting	6 452 000 000 BEF
b. kredietaanpassingen : - verhogingen	-
- verminderingen	-

(tabel A, kolommen 1, 2 en 3);

2. een bedrag van 5 970 373 980 BEF vastleggingskredieten die overgedragen zijn van het begrotingsjaar 1980 naar het begrotingsjaar 1981 overeenkomstig artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 op de Rijkscomptabiliteit (tabel A, kolom 4).

Art. 3. Het totaalbedrag van de vastleggingskredieten verdeeld voor het begrotingsjaar 1981 wordt verminderd overeenkomstig tabel A, kolommen 8 en 9 :

a. met een bedrag van 6 116 221 258 BEF, dat overgedragen is naar het begrotingsjaar 1982 overeenkomstig artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 op de Rijkscomptabiliteit. Voor die overgedragen kredieten wordt de verdeling behouden in de begroting 1981;

b. met een bedrag van -, dat geannuleerd wordt.

Art. 4. Als gevolg van de bepalingen bedoeld in bovenstaande artikelen 2 en 3, worden de definitieve gesplitste vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 1981 vastgesteld op 12 422 373 980 BEF, som die gelijk is aan de ten laste van het begrotingsjaar geboekte vastleggingen (tabel A, kolommen 6 en 7).

HOOFDSTUK II. — Ontvangsten en uitgaven gedaan in uitvoering van de gewestelijke begroting

§ 1. Vaststelling van de ontvangsten

Art. 5. De voor het begrotingsjaar 1981 ten behoeve van het Waalse Gewest vastgestelde rechten bedragen, overeenkomstig de bijgaande tabel B, kolom 3, de som van 16 832 400 000 BEF.

Deze som is als volgt samengesteld :

lopende ontvangsten	6 535 400 000 BEF
kapitaalontvangsten	10 297 000 000 BEF
opbrengst van leningen	-

Art. 6. De voor het begrotingsjaar geboekte ontvangsten bedragen in totaal 16 832 400 000 BEF, overeenkomstig tabel B, kolom 4.

Dit bedrag is als volgt samengesteld :

lopende ontvangsten	6 535 400 000 BEF
kapitaalontvangsten	10 297 000 000 BEF
opbrengst van leningen	-

Art. 7. De bij de afsluiting van het begrotingsjaar nog te innen vastgestelde rechten bedragen – BEF (tabel B, kolommen 5, 6 en 7).

§ 2. Vaststellingen van de uitgaven

Art. 8. De op het begrotingsjaar 1981 toegerekende ordonnanceringskredieten worden vastgesteld als volgt (tabel C, kolommen 7, 8 en 9) :

A. voor de lopende ontvangsten :	
Niet-gesplitste kredieten	7 378 814 053 BEF
samengesteld als volgt :	
a. prestaties van vroegere jaren	191 236 323 BEF
b. prestaties van het lopende jaar	7 187 577 730 BEF
Ordonnanceringskredieten	58 971 585 BEF
samengesteld als volgt :	
a. prestaties van vroegere jaren	6 282 116 BEF
b. prestaties van het lopende jaar	52 689 469 BEF
B. voor de kapitaaluitgaven :	
Niet-gesplitste kredieten	7 052 009 900 BEF
samengesteld als volgt :	
a. prestaties van vroegere jaren	74 899 265 BEF
b. prestaties van het lopende jaar	6 977 110 635 BEF
Ordonnanceringskredieten	4 887 084 228 BEF
samengesteld als volgt :	
a. prestaties van vroegere jaren	1 582 226 947 BEF
b. prestaties van het lopende jaar	3 304 857 281 BEF
Totaal van de ordonnanceringskredieten	19 376 879 766 BEF

Art. 9. De ten laste van het begrotingsjaar 1981 uitgevoerde, verantwoorde of geregulariseerde betalingen bedragen :

A. voor de lopende ontvangsten :	6 963 670 608 BEF
Niet-gesplitste kredieten	6 904 699 023 BEF
Ordonnanceringskredieten	58 971 585 BEF
B. voor de kapitaaluitgaven :	11 408 585 195 BEF
Niet-gesplitste kredieten	6 523 744 250 BEF
Ordonnanceringskredieten	4 884 840 945 BEF
Totaal (tabel C, kolom 10)	18 372 255 803 BEF

Art. 10. De ten laste van de begroting toegerekende betalingen waarvan de verantwoording of de regularisatie, overeenkomstig artikel 32 van de wet van 28 juni 1963 op de Rijkscomptabiliteit, naar een volgend begrotingsjaar wordt verwezen, bedragen :

A. voor de lopende ontvangsten :	474 115 030 BEF
Niet-gesplitste kredieten	474 115 030 BEF
Ordonnanceringskredieten	—
B. voor de kapitaaluitgaven :	530 508 933 BEF
Niet-gesplitste kredieten	528 265 650 BEF
Ordonnanceringskredieten	2 243 283 BEF
Totaal (tabel C, kolom 11)	1 004 623 963 BEF

§ 3. Vaststelling van de betalingskredieten

Art. 11. De betalingskredieten beschikbaar gesteld bij en aangewend door de Waalse Gewestraad bedragen (tabel C, kolom 6) :

A. voor de lopende ontvangsten :	8 450 334 091 BEF
Niet-gesplitste kredieten	8 268 482 444 BEF
Ordonnanceringskredieten	181 851 647 BEF
B. voor de kapitaaluitgaven :	16 217 219 351 BEF
Niet-gesplitste kredieten	8 185 374 236 BEF
Ordonnanceringskredieten	8 031 845 115 BEF
Totaal	4 667 553 442 BEF

Die bedragen omvatten :

I. De bij de begrotingskredieten aangewende betalingskredieten die als volgt zijn samengesteld (tabel C, kolommen 2, 3 en 4) :

1. Oorspronkelijke begroting :	
A. lopende ontvangsten :	6 542 000 000 BEF
Niet-gesplitste kredieten	6 482 000 000 BEF

Ordonnanceringskredieten	60 000 000 BEF
<i>B. kapitaaluitgaven :</i>	10 126 800 000 BEF
Niet-gesplitste kredieten	6 422 800 000 BEF
Ordonnanceringskredieten	3 704 000 000 BEF
Totaal	16 668 800 000 BEF
<i>2. Kredietaanpassingen :</i>	
<i>Verhogingen (positieve resultaten) :</i>	
<i>A. lopende ontvangsten :</i>	58 000 000 BEF
Niet-gesplitste kredieten	58 000 000 BEF
Ordonnanceringskredieten	-
<i>B. kapitaaluitgaven :</i>	201 000 000 BEF
Niet-gesplitste kredieten	50 000 000 BEF
Ordonnanceringskredieten	151 000 000 BEF
Totaal	259 000 000 BEF
<i>Verminderingen :</i>	
<i>A. lopende ontvangsten :</i>	-
Niet-gesplitste kredieten	-
Ordonnanceringskredieten	-
<i>B. kapitaaluitgaven :</i>	-
Niet-gesplitste kredieten	-
Ordonnanceringskredieten	-
Totaal	-

II. De overgedragen betalingskredieten van het begrotingsjaar 1980, overeenkomstig artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 op de Rijkscomptabiliteit en de bijzondere bepalingen, die als volgt zijn samengesteld (tabel C, kolom 5) :

<i>A. lopende ontvangsten :</i>	1 850 334 091 BEF
Niet-gesplitste kredieten	1 728 482 444 BEF
Ordonnanceringskredieten	121 851 647 BEF
<i>B. kapitaaluitgaven :</i>	5 889 419 351 BEF
Niet-gesplitste kredieten	1 712 574 236 BEF
Ordonnanceringskredieten	4 176 845 115 BEF
Totaal	7 739 753 442 BEF

Art. 12. Het bedrag van de beschikbaar gestelde en voor het begrotingsjaar 1981 verdeelde betalingskredieten wordt verminderd (tabel C, kolommen 13 en 14) :

1. met de niet gebruikte betalingskredieten waarvan de overdracht naar het begrotingsjaar 1982 plaatsvindt overeenkomstig artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 op de Rijkscomptabiliteit en bijzondere bepalingen :

<i>A. lopende ontvangsten :</i>	1 019 793 002 BEF
Niet-gesplitste kredieten	896 912 940 BEF
Ordonnanceringskredieten	122 880 062 BEF
<i>B. kapitaaluitgaven :</i>	4 566 125 223 BEF
Niet-gesplitste kredieten	1 133 364 336 BEF
Ordonnanceringskredieten	3 432 760 887 BEF
Totaal	5 585 918 225 BEF

2. met de beschikbaar gebleven betalingskredieten die worden geannuleerd :

<i>A. lopende ontvangsten :</i>	-
Niet-gesplitste kredieten	-
Ordonnanceringskredieten	-
<i>B. kapitaaluitgaven :</i>	-
Niet-gesplitste kredieten	-
Ordonnanceringskredieten	-
Totaal	-

De verdeling van de overgedragen kredieten wordt behouden in de begroting 1982.

Art. 13. Aanvullende kredieten worden toegekend ten bedrage van 295 244 549 BEF tot dekking van uitgaven gedaan buiten of boven de kredieten van het begrotingsjaar 1981 (tabel C, kolom 12).

Art. 14. Als gevolg van de bepalingen bedoeld in artikelen 11, 12 en 13 van dit decreet, worden de definitieve kredieten van het begrotingsjaar 1981 als volgt vastgesteld :

<i>A. lopende ontvangsten :</i>	7 437 785 638 BEF
Niet-gesplitste kredieten	7 378 814 053 BEF
Ordonnanceringskredieten	58 971 585 BEF

B. kapitaaluitgaven :	11 939 094 128 BEF
Niet-gesplitste kredieten	7 052 009 900 BEF
Ordonnanceringskredieten	4 887 084 228 BEF
Totaal	19 376 879 766 BEF

Die sommen zijn gelijk aan de verrichtingen toegerekend ten laste van het begrotingsjaar overeenkomstig tabel C, kolommen 7 en 15.

Art. 15. Het algemene resultaat van de ontvangsten en uitgaven van het begrotingsjaar 1981, overeenkomstig bovenstaande artikelen 6 en 14, is het volgende :

Ontvangsten	16 832 400 000 BEF
Uitgaven	19 376 879 766 BEF
Overschot van uitgaven voor het jaar 1981	2 544 479 766 BEF

Het algemene overschot van uitgaven dat op 1 januari 1981 tot een bedrag van 1 771 910 860 BEF werd vastgesteld, wordt derhalve verhoogd met de som van 2 544 479 766 BEF.

Als gevolg daarvan werd op 31 december 1981 een overschot van uitgaven tot een bedrag van 4 316 390 626 BEF vastgesteld.

HOOFDSTUK III. — *Ontvangsten en uitgaven gedaan in uitvoering van de bijzondere afdeling van de begroting voor het jaar 1981*

Art. 16. De voor het begrotingsjaar 1981 op de bijzondere afdeling van de begroting geboekte ontvangsten bedragen 12 277 767 619 BEF, overeenkomstig de bijgaande tabel, kolom 4.

Dit bedrag is als volgt samengesteld :

lopende ontvangsten	5 201 913 638 BEF
kapitaalontvangsten	7 075 853 981 BEF

Art. 17. De voor het begrotingsjaar 1981 op de bijzondere afdeling van de begroting toegerekende ontvangsten bedragen 11 324 377 700 BEF (tabel E, kolom 5).

Dit bedrag is als volgt samengesteld :

Lopende uitgaven	5 395 767 864 BEF
Kapitaaluitgaven	5 928 609 836 BEF

Art. 18. De ten laste van de bijzondere afdeling van het begrotingsjaar 1981 uitgevoerde, verantwoorde of geregulariseerde betalingen bedragen 11 324 377 700 BEF (tabel E, kolom 5) :

voor de lopende ontvangsten :	5 395 764 864 BEF
voor de kapitaaluitgaven :	5 928 609 836 BEF

Art. 19. De ten laste van de bijzondere afdeling van de begroting toegerekende betalingen waarvan de verantwoording of de regularisatie, overeenkomstig artikel 32 van de wet van 28 juni 1963 op de Rijkscomptabiliteit, naar een volgend begrotingsjaar wordt verwezen, bedragen :

voor de lopende ontvangsten :	—
voor de kapitaaluitgaven :	—
Totaal (tabel E, kolom 6)	—

Art. 20. Het algemene resultaat van de ontvangsten en uitgaven van het begrotingsjaar 1981, overeenkomstig bovenstaande artikelen 16 en 17, is het volgende :

Ontvangsten	12 277 767 619 BEF
Uitgaven	11 324 377 700 BEF
Overschot van ontvangsten voor het jaar 1981	953 389 919 BEF

Het algemene overschot van uitgaven dat op 1 januari 1981 tot een bedrag van 332 445 661 BEF werd vastgesteld, wordt derhalve verminderd met de som van 953 389 919 BEF.

Als gevolg daarvan werd op 31 december 1981 een overschot van ontvangsten tot een bedrag van 620 944 258 BEF vastgesteld.

De saldo's van de artikelen van de bijzondere afdeling (tabel E, kolom 8) worden overgedragen naar de rekening van het begrotingsjaar 1982.

HOOFDSTUK IV. — *Gecumuleerde resultaten*

Art. 21. De voor alle diensten, begroting en bijzondere afdeling, gecumuleerde resultaten van de begroting 1981 zijn als volgt samengesteld (vgl. bovenstaande artikelen 15 en 20) :

Begroting overschot van uitgaven	2 544 479 766 BEF
Bijzondere afdeling : overschot van ontvangsten	953 389 919 BEF
Totaal : overschot van uitgaven	1 591 089 847 BEF

Het algemene overschot van uitgaven (begroting en bijzondere afdeling) dat op 1 januari 1981 tot een bedrag van 2 104 356 521 BEF werd vastgesteld, wordt derhalve verhoogd met de som van 1 591 089 847 BEF.

Als gevolg daarvan werd op 31 december 1981 een overschot van uitgaven tot een bedrag van 3 695 446 368 BEF vastgesteld.

Deel 2 : Verrichtingen gedaan ter uitvoering van de begrotingen van de Openbare Ondernemingen die onder het Waalse Gewest ressorteren

Openbare Instellingen

« COMPLEXE DU BARRAGE DE NISRAMONT »

Dienst belast met de exploitatie van het « Complexe du barrage de Nisramont », dat erkend is als Openbare Onderneming overeenkomstig de wet van 22 oktober 1970.

De eindregeling van de begroting van het « Complexe du barrage de Nisramont » wordt als volgt vastgesteld voor het begrotingsjaar 1981 :

Art. 22. A. Ontvangsten :

De ontvangsten geboekt op de rekening die vastgesteld is onder het gezag van de Minister van het Waalse Gewest en die voorzien is in het begrotingsdecreet (Titel V), bedragen 16 185 356 BEF, overeenkomstig de bijgaande tabel F/1, kolom 4.

Dit bedrag is als volgt samengesteld :

- toelagen van het Gewest	-
- lopende ontvangsten wegens goederen en diensten :	16 185 356 BEF

Art. 23. B. Uitgaven :

De op genoemde rekening vastgestelde rekeningen bedragen 23 123 620 BEF.

Dit bedrag is als volgt samengesteld (tabel F/2, kolom 4) :

lopene verrichtingen	22 398 805 BEF
kapitaalverrichtingen	724 815 BEF

De definitieve betalingskredieten voor het begrotingsjaar 1981 worden als volgt vastgesteld :

1. toegekend bij begrotingsdecreten :	25 100 000 BEF
2. toe te kennen als aanvullende kredieten voor de uitgaven die de kredieten overschrijden (tabel G) :	4 033 533 BEF
3. definitief te annuleren :	6 009 913 BEF

Het brengt het totaal van de definitieve kredieten, die effectief gebruikt zijn voor het begrotingsjaar 1981, op 23 123 620 BEF. Die som is gelijk aan de toegerekende uitgaven (tabel F/2, kolom 4).

Art. 24. Het definitieve resultaat van de begroting 1981, overeenkomstig artikelen 22 en 23 van dit decreet, wordt als volgt vastgesteld :

Ontvangsten	16 185 356 BEF
Uitgaven	23 123 620 BEF

Het begrotingsjaar 1981 eindigt dus met een overschot van uitgaven van 6 938 264 BEF.

Rekening houdende met het overschot van ontvangsten vastgesteld bij de afsluiting van het begrotingsjaar 1980 (12 738 515 BEF), vertonen de resultaten van de gecumuleerde begrotingsjaren op 31 december 1981 een overschot van ontvangsten van 5 800 251 BEF.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 20 december 2001.

De Minister-President

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA

Nota's

(1) *Zitting 2001-2002.*

Stukken van de Raad 195 (2000-2001) Nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 20 december 2001.

Bespreking - Stemming.